

**PROVINCE DE QUEBEC
MRC DES LAURENTIDES
MUNICIPALITE DE BRÉBEUF**

**REGLEMENT NUMÉRO 188-99
CONCERNANT LE BRULAGE
RÈGLEMENT RM 499**

CONSIDERANT l'article 555 du Code Municipal qui permet à une municipalité de régler l'allumage des feux de plein air;

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné à la séance du 3 mai 1999;

POUR CES MOTIFS

IL EST ORDONNE, STATUE ET DECRETE PAR LE PRESENT REGLEMENT:

ARTICLE 1:

Toute personne qui désire faire un feu au cours de la période de l'année allant du 15 mars au 30 novembre, afin de détruire du foin sec, de la paille, des herbes, des broussailles, des branchages, des arbres, arbustes ou plantes, terre légère ou terre noire, des troncs d'arbres, des abattis ou autres bois naturels, en tout endroit de la municipalité, doit au préalable obtenir un permis de brûlage auprès de l'inspecteur en bâtiment ou de tout autre officier désigné par le Conseil.

ARTICLE 2:

Le permis peut être obtenu aux heures d'affaires du bureau municipal.

ARTICLE 3:

Les informations suivantes doivent être fournies lors de la demande:

- nom et adresse de la personne responsable du feu;
- lieu où le ou les feux doivent avoir lieu;
- date où le ou les feux doivent avoir lieu;
- genre de combustible.

ARTICLE 4:

Les officiers désignés par le conseil, soit le secrétaire-trésorier, l'inspecteur en bâtiment ou l'inspecteur municipal doivent restreindre ou refuser le permis dans les cas suivants:

- lorsque le vent excède 25km/heure;
- lorsqu'une interdiction d'allumer un feu à ciel ouvert a été émise par le Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec;

- lorsque l'une des conditions stipulées au présent règlement n'est pas respectée.
- durant la période de sécheresse suivant la fonte des neiges au printemps

ARTICLE 5:

Il est interdit de faire un feu à l'extérieur, les jours où la vitesse du vent excède 25km/heure.

ARTICLE 6:

Les matières destinées au brûlage doivent être empilées en tas d'environ 3 mètres par 3 mètres au maximum et n'excédant pas 2 mètres de hauteur.

ARTICLE 7:

La personne responsable du feu doit surveiller le feu en tout temps et s'assurer avant de quitter les lieux que ledit feu soit complètement éteint avec de l'eau.

ARTICLE 8:

Le fait d'obtenir un permis pour faire un feu ne libère pas celui qui l'a obtenu de ses responsabilités ordinaires dans le cas où des déboursés ou dommages résulteraient du feu ainsi allumé.

ARTICLE 9:

Les feux de camp pour éloigner les moustiques ou égayer un pique-nique ou fête champêtre doivent avoir une superficie de 1 mètre par 1 mètre maximum et pas plus de 1 mètre de hauteur et devront être entourés de matière incombustible.

ARTICLE 10:

Il n'est pas requis d'obtenir un permis de brûlage pour un feu de camp, mais les articles 5 et 7 du présent règlement doivent être respectés.

ARTICLE 11:

11.1 Pour les feux des fêtes sociales, comme celui de la Saint-Jean ou autres, excédant les normes fixées à l'article 6 du présent règlement, les conditions suivantes doivent être respectées:

- a) avoir obtenu un permis de brûlage de l'inspecteur en bâtiment ou de tout autre officier désigné par le conseil;
- b) avoir au moins une personne responsable sur les lieux;
- c) avoir des facilités d'extinction desdits feux à tout instant.

11.2 Pour les feux de coupe de bois (slash) excédant les normes fixées à l'article 6 du présent règlement, les conditions suivantes doivent être respectées:

- a) avoir obtenu un permis de brûlage de l'inspecteur en bâtiment ou de tout autre officier désigné par le conseil;
- b) avoir au moins une personne responsable sur les lieux;
- c) respecter les articles 4 et 5 du présent règlement.

ARTICLE 12:

Toute personne qui met le feu et qui ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher un feu de s'étendre de son terrain aux terrains avoisinants, commet une infraction en vertu du présent règlement et elle est passible de toutes les peines prévues par la Loi.

ARTICLE 13:

Le permis émis en vertu du présent règlement est remis gratuitement et il n'est valide que pour une période de temps, qui y est indiquée.

ARTICLE 14 DROIT D'INSPECTION

Le Conseil autorise tout agent de la paix ainsi que la secrétaire-trésorière, l'inspecteur en bâtiments ou l'inspecteur municipal à visiter et à examiner, entre 07h00 et 19h00, toute propriété mobilière et immobilière ainsi que l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si les règlements y sont exécutés et ainsi tout propriétaire, locataire ou occupant de ces maison, bâtiment et édifice, doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leurs sont posées relativement à l'exécution de ce règlement.

DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 15

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction et est prohibée.

ARTICLE 16

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix ainsi que la secrétaire-trésorière, l'inspecteur en bâtiments ou l'inspecteur municipal à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin; ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 17

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 50,00\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 100\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimum de 100,00\$ pour une récidive à l'intérieur d'un délai de deux ans si le contrevenant est une personne physique et d'une amende

minimum de 200\$ pour une récidive à l'intérieur d'un délai de deux ans si le contrevenant est une personne morale; l'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000\$ pour une première infraction pour une personne physique, et de 2 000\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; pour une récidive à l'intérieur d'un délai de deux ans l'amende maximale est de 2 000\$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000\$ si le contrevenant est une personne morale. Dans tous les cas les frais de poursuite sont en sus. Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec. Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

ARTICLE 18

Le présent règlement abroge le règlement No 121-90 et ses amendements.

ARTICLE 19

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Avis de motion	3 mai 1999
Adoption	7 juin 1999
Affichage	11 juin 1999
En vigueur	11 juin 1999

(Signé Jean-Marie Alarie)
maire

(Signé Lynda Foisy)
secrétaire-trésorière

Copie Conforme

Lynda Foisy, secrétaire-trésorière